

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 05 MARS 2015

L'An Deux Mille Quinze, le cinq mars à dix-neuf heures, le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Monsieur Bruno CLEMENT, Maire.

Présents : M. CLEMENT Bruno, Mme DEBACHY Maryse, M. CARRINCAZEUX Gilles, Mme FOURTON Florence, M. DARME Patrick, M. FAURE Christian, Mme GIRAudeau Isabelle, Mme TRYZNA Dominique, M. LEMAIRE Frédéric, Mme VERDON Delphine, Mme RASTOLL Fabienne, M COUSTES Laurent, M. KESLER Jean, Mme BETILLE Lydia (présente à partir du 4^{ème} point), M. GOUAILLARDET Patrick, Mme SOURNET Marie-Claude.

Absents ayant donné pouvoir : M. MENARD Eric à M. DARME Patrick, Mme LEMONNIER Marie-Christine à Mme RASTOLL Fabienne, KONSCHELLE Josef à FOURTON Florence.

Secrétaire de séance : Mme VERDON Delphine

Avant d'ouvrir la séance, Monsieur le Maire précise que le **point n°6** inscrit à l'ordre du jour (Budget annexe eau et assainissement : affectation des résultats) est ajourné.

ADOPTION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 15 janvier 2015

Monsieur le Maire précise que chaque conseiller municipal a été destinataire du procès-verbal de la **séance du 15 janvier 2015** et demande s'il y a des observations. Aucune remarque n'étant formulée, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **approuve le procès-verbal de la séance du 15 janvier**, dont chacun des conseillers a pu prendre connaissance.

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2014 : BUDGET GENERAL COMMUNE

Exposé :

M. Christian FAURE, 5^{ème} Adjoint en charge des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif 2014 de la Commune qui s'établit comme suit :

FONCTIONNEMENT

- Dépenses : 1 839 281, 55 €
- Recettes : 2 106 531, 54 €
- **Solde d'exécution 2014 : + 267 249, 99 €**
- Résultat antérieur 2013 : + 116 209, 45 €
- ⇒ **Solde d'exécution cumulé : + 383 459, 44 €**

INVESTISSEMENT

- Dépenses : 1 199 163, 86 €
- Recettes : 1 337 532, 52 €
- **Solde d'exécution 2014 : + 138 368, 66 €**
- Résultat antérieur 2013 : + 112 350, 33 €
- ⇒ **Solde d'exécution cumulé : + 250 718, 99 €**

SOLDE DES RESTES A REALISER : - 481 295, 00 €

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-14 du CGCT, Monsieur le Maire se retire au moment du vote.

Résolution :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- **Approuve** le Compte administratif 2014 de la Commune

VOTE

POUR : 14

ABSTENTION : 4

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2014 : BUDGET GENERAL COMMUNE

Exposé :

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le compte de gestion 2014 (dressé par le comptable) de la Commune qui s'établit comme suit :

FONCTIONNEMENT

- Dépenses : 1 839 281, 55 €
- Recettes : 2 106 531, 54 €
- **Solde d'exécution 2014 : + 267 249, 99 €**
- Résultat antérieur 2013 : + 116 209, 45 €
- ⇒ **Solde d'exécution cumulé : + 383 459, 44 €**

INVESTISSEMENT

- Dépenses : 1 199 163, 86 €
- Recettes : 1 337 532, 52 €
- **Solde d'exécution 2014 : + 138 368, 66 €**
- Résultat antérieur 2013 : + 112 350, 33 €
- ⇒ **Solde d'exécution cumulé : + 250 718, 99 €**

SOLDE DES RESTES A REALISER : - 481 295, 00 €

Résolution :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- **Approuve** le Compte de Gestion 2014 de la Commune.

VOTE

POUR : 15

ABSTENTION : 3

**APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2014 : BUDGET ANNEXE
EAU ET ASSAINISSEMENT**

Exposé :

M. Christian FAURE, 5^{ème} Adjoint en charge des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif 2014 du service Eau et Assainissement qui s'établit comme suit :

EXPLOITATION

- Dépenses : 215 490, 67 €
 - Recettes : 230 875, 89 €
 - **Solde d'exécution 2014 : + 15 385, 22 €**
 - Résultat antérieur 2013 : + 13 845, 41 €
- ⇒ **Solde d'exécution cumulé : + 29 230, 63 €**

INVESTISSEMENT

- Dépenses : 260 316, 07 €
 - Recettes : 280 278, 62 €
 - **Solde d'exécution 2014 : + 19 962, 55 €**
 - Résultat antérieur 2013 : + 300 643, 72 €
- ⇒ **Solde d'exécution cumulé : + 320 606, 27 €**

SOLDE DES RESTES A REALISER : - 23 000 €

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-14 du CGCT, Monsieur le Maire se retire au moment du vote.

Résolution :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- **Approuve** le Compte administratif 2014 du service Eau et Assainissement.

VOTE

POUR : 15
ABSTENTION : 4

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2014 : BUDGET ANNEXE **EAU ET ASSAINISSEMENT**

Exposé :

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le compte de gestion 2014 (dressé par le comptable) du service Eau et Assainissement qui s'établit comme suit :

EXPLOITATION

- Dépenses : 215 490, 67 €
 - Recettes : 230 875, 89 €
 - **Solde d'exécution 2014 : + 15 385, 22 €**
 - Résultat antérieur 2013 : + 13 845, 41 €
- ⇒ **Solde d'exécution cumulé : + 29 230, 63 €**

INVESTISSEMENT

- Dépenses : 260 316, 07 €
 - Recettes : 280 278, 62 €
 - **Solde d'exécution 2014 : + 19 962, 55 €**
 - Résultat antérieur 2013 : + 300 643, 72 €
- ⇒ **Solde d'exécution cumulé : + 320 606, 27 €**

SOLDE DES RESTES A REALISER : - 23 000 €

Résolution :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- **Approuve** le Compte de gestion 2014 du service Eau et Assainissement.

VOTE

POUR : 16

ABSTENTION : 3

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2014 : BUDGET ANNEXE TRANSPORTS

Exposé :

M. Christian FAURE, 5^{ème} Adjoint en charge des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif 2014 du service des Transports qui s'établit comme suit :

EXPLOITATION

- Dépenses : 8 962, 60 €
- Recettes : 32 920, 19 €
- **Solde d'exécution 2014 : + 23 957, 59 €**
- Résultat antérieur 2013 : + 5 538, 17 €

⇒ **Solde d'exécution cumulé : + 29 495, 76 €**

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-14 du CGCT, Monsieur le Maire se retire au moment du vote.

Résolution :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- **Approuve** le compte administratif 2014 du service des Transports.

VOTE

POUR : 15

ABSTENTION : 4

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2014 : BUDGET ANNEXE TRANSPORTS

Exposé :

Monsieur le Maire présent au Conseil Municipal le compte de gestion 2014 (dressé par le comptable) du service des Transports qui s'établit comme suit :

EXPLOITATION

- Dépenses : 8 962, 60 €
- Recettes : 32 920, 19 €
- **Solde d'exécution 2014 : + 23 957, 59 €**
- Résultat antérieur 2013 : + 5 538, 17 €

⇒ **Solde d'exécution cumulé : + 29 495, 76 €**

Résolution :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- **Approuve** le compte administratif 2014 du service des Transports.

VOTE

POUR : 16
ABSTENTION : 3

BUDGET ANNEXE TRANSPORTS : CLOTURE

Exposé :

M. le Maire rappelle qu'il existe actuellement, à côté du budget général de la commune, 2 budgets annexes dont celui du service des Transports.

Dans un souci de bonne marche de l'Administration communale, il propose de clôturer ce budget annexe **au 31 décembre 2014** (journée complémentaire incluse). **A compter du 1^{er} janvier 2015**, les dépenses et recettes auparavant rattachées à ce budget seront imputées sur le budget principal de la Commune.

Résolution :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **Approuve** la clôture du Budget annexe du service des Transports **au 31 décembre 2014**.
- **Décide de** la reprise des résultats sur le Budget principal de la Commune.

VOTE

POUR 19

DEMANDE DE RESERVE PARLEMENTAIRE 2015

Exposé :

Monsieur le Maire au Conseil Municipal le projet consistant en l'acquisition de jeux extérieurs pour l'école maternelle.

Il explique que la commune est susceptible de bénéficier de l'aide financière de l'Etat (Ministère de l'Intérieur), au titre de la Réserve parlementaire 2015.

Les équipements envisagés sont les suivants :

- une structure de jeux extérieurs
- une balançoire à bascule 2 places
- un jeu coccinelles
- Surface amortissante (sol) + signalétique

Le **coût prévisionnel total** de ces équipements s'élève **5 795, 60 € HT**.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de présenter pour cette opération d'équipement, une demande d'aide financière auprès du Ministère de l'Intérieur, au titre de la Réserve parlementaire 2015.

En conséquence, il soumet à l'Assemblée délibérante le plan de financement prévisionnel suivant :

Collectivité contributrice	Taux de participation	Montant prévisionnel de la participation (H.T.)
<i>Etat (Réserve parlementaire)</i>	30 %	1 738, 68 €
<i>Autofinancement communal</i>	70 %	4 056, 92 €

Montant total des équipements :

5 795, 60 € H.T.

Résolution : Après avoir entendu les explications qui précèdent, procédé à un échange de vues puis délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **Adopte le principe** de cette opération d'équipement et s'engage à réaliser les travaux correspondants, pour un montant total de **5 795, 60 € HT.**
- **Adopte** le plan de financement prévisionnel relatif à ce projet, tel que détaillé ci-dessus.
- **Sollicite**, pour la réalisation de ce projet, la participation financière de l'Etat au titre de la Réserve parlementaire 2015, à hauteur de 30% du montant total, soit **1 738, 68 €.**
- **Autorise** Monsieur le Maire à effectuer les démarches nécessaires à cette demande et à signer toute pièce nécessaire à la finalisation de ce dossier.

VOTE

POUR 19

CAF : TARIFICATION FAMILLES

Exposé :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le calcul du montant de la participation des familles aux services municipaux (restaurant scolaire, périscolaire, ALSH), s'appuie sur un taux d'effort appliqué aux ressources des familles et modulé en fonction du nombre d'enfants à charge.

Comme chaque année, il est nécessaire d'actualiser, au vu des informations transmises par la Caisse d'Allocations Familiales, le montant des ressources mensuelles minimales et maximales qui seront prises en compte dans ces calculs.

Il précise que les ressources prises en compte seront celles perçues au titre de l'année 2013.

Résolution :

Considérant les informations sur la tarification des familles fournies par la Caisse d'Allocations Familiales et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **Décide** d'appliquer, **à compter du 1^{er} mars 2015**, pour le calcul de la participation familiale les montants suivants :
 - Ressources mensuelles plancher : **647, 49 €**
 - Ressources mensuelles plafond : **4 845, 51 €**

Autorise Monsieur le Maire à signer l'ensemble des pièces afférentes à ce dossier.

VOTE

POUR 19

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Exposé :

Conformément aux dispositions de ***l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984***, l'organe délibérant dispose du pouvoir de création et de transformation des emplois de la collectivité.

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal qu'il convient de pourvoir au remplacement d'un agent (occupant un poste d'ATSEM) faisant valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} avril 2015.

En conséquence, il convient d'actualiser le tableau des effectifs, en procédant aux créations et suppressions de postes nécessaires.

La création d'emploi proposée est la suivante :

- Un poste d'Adjoint technique de 2^{ème} classe (à temps complet) **à compter du 1^{er} avril 2015**

La suppression d'emploi proposée est la suivante :

- Un poste d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe (à temps complet) **à compter du 1^{er} avril 2015**

Résolution :

Après avoir entendu les explications qui précèdent, puis délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **Décide** de procéder aux créations et suppressions de postes, telles que détaillées ci-dessus.
- **Dit** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget primitif 2015.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des pièces afférentes à ce dossier et à effectuer les démarches qui s'ensuivent.

VOTE

POUR 19

CONDITIONS ET MODALITES DU REGIME DES ASTREINTES

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal la nécessité de mettre en place des astreintes de week-end pour le bon fonctionnement du complexe « la Ruche », ainsi que pour un appui aux élus sur tout incident d'ordre technique.

- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 7-1 ;
- VU le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;
- VU le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002, relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- VU le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 2003-363 du 15 avril 2003 et l'arrêté ministériel du 18 février 2004 relatif à l'indemnité d'astreinte attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer ;

VU l'avis du Comité technique *en date du 25/02/2015* ;

Conformément aux dispositions de *l'article 5 du décret du 12 juillet 2001* susvisé, l'organe délibérant détermine par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

II PROPOSE :

D'instaurer, pour les périodes d'astreinte, les modalités d'organisation et de rémunération du personnel telles que définies ci-après :

Cas de recours aux astreintes et modalités d'organisation :

Les astreintes sont mises en place de manière régulière tous les week-end (sauf sur la période allant du 15 juillet au 31 août) **du vendredi soir 18h au lundi matin 7h 30.**

Sont incluses dans les périodes d'astreinte les interventions suivantes :

- Fermeture du complexe le vendredi soir
- Ouverture du complexe le samedi matin et fermeture le samedi midi
- Ouverture et fermeture du bâtiment pour tous les événements sportifs ou culturels planifiés du samedi midi au dimanche soir
- Toute intervention sur la commune, pour un incident d'ordre technique ; dans ce cas, l'accord préalable du Maire ou de l'élu référent est requis.

Pour toutes ces interventions, la durée d'intervention est considérée comme un temps de travail effectif, au même titre que le déplacement aller et retour sur le lieu de travail. Le temps de travail retenu pour l'ouverture ou la fermeture du bâtiment est de 30 min (temps de trajet inclus).

Pour les interventions éventuelles non prévues, le délai d'intervention de l'agent est fixé à 15 min, à compter de l'appel de l'élu. Une voiture de service est mise à disposition du personnel concerné.

Personnel concerné :

Les astreintes sont confiées aux agents relevant de cadres d'emplois de la filière technique, qu'ils soient fonctionnaires ou non titulaires. Les personnels d'encadrement en sont exclus.

Modalités de rémunération :

Les agents appelés à participer à une période d'astreinte bénéficieront de **l'indemnité d'astreinte**, suivant les règles et dans les conditions prévues par le décret du 15 avril 2003 et l'arrêté ministériel du 18 février 2004 susvisés, à savoir :

- 109,28 € brut pour un week-end

D'autre part, **toute intervention comprise dans l'astreinte**, qui donnerait lieu à la réalisation d'heures supplémentaires, sera rémunérée :

- **Pour les agents à temps complet** : sous forme d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS), dans les conditions prévues par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002,
- **Pour les agents à temps non complet** : sous forme d'heures complémentaires

Dans ce cadre sont considérés comme du temps de travail effectif :

- la durée de l'intervention

- le déplacement aller et retour sur le lieu de travail

⇒ **Après avoir entendu les explications qui précèdent, puis délibéré, le Conseil Municipal décide :**

- D'instaurer **à compter du 6 mars 2015**, les périodes d'astreinte selon les règles et les modalités de rémunération exposées ci-dessus.
- Dit que ces dispositions s'appliquent **à tous les agents stagiaires et titulaires**, ainsi qu'aux **agents non titulaires** relevant de la filière technique.

VOTE

POUR 19

CONVENTION D'AMENAGEMENT D'ECOLE (CAE) AVENANT N°3

Exposé :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Convention d'aménagement d'école (CAE) conclue avec le Conseil Général de la Gironde le 28/11/2009 engageait ce dernier à hauteur de **200 065 €** (subventions classiques) et était conclue pour **une durée initiale de 3 ans, soit jusqu'au 9 juillet 2012**.

L'avenant n°1 du 30/04/2012 a prorogé la durée de validité des subventions correspondantes jusqu'au 8 juillet 2014.

Puis, **l'avenant n°2** en date du **13/08/2014** a :

- approuvé le nouveau tableau de programmation (construction d'un restaurant scolaire) et fixé le **montant de la subvention** correspondante à **42 660 €**.
- Prorogé la **durée de validité** de cette subvention **jusqu'au 31/12/2014**.

Or le calendrier prévisionnel des travaux tel qu'il avait été recalé par l'avenant n°2 n'a pu être respecté. En effet, suite à une délivrance tardive de l'autorisation de construire, les travaux ont démarré le 15 décembre 2014.

En conséquence et afin de mener à bien ce projet de construction indispensable au bon fonctionnement du service public, Monsieur le Maire propose à l'Assemblée délibérante **la signature d'un avenant à la CAE**, permettant de proroger la durée de validité de ladite convention **jusqu'au 31 décembre 2015**.

Résolution : Après avoir entendu les explications qui précèdent puis délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **Sollicite** une prorogation de la durée de validité de la CAE et de la subvention correspondante (42 660 €) **jusqu'au 31 décembre 2015**.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer l'avenant n°3 à la CAE ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la finalisation de ce dossier.

VOTE

POUR 19



Questions diverses

EXTENSION ZONE D'ACTIVITES DES PINS VERTS

Exposé :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Communauté de communes de Montesquieu (CCM) est dotée de la compétence Développement économique (aménagement, gestion et commercialisation des zones d'activité, accompagnement à la création/reprise d'entreprises, animation du tissu économique et promotion du territoire). Elle gère 9 zones d'activités économiques dont celle des **Pins Verts** située sur la commune de SAUCATS.

Il explique qu'il serait opportun de poursuivre l'extension de la zone d'activités des Pins Verts. En effet, il reste un ensemble de parcelles disponibles, pour une **superficie totale d'environ 13 ha**, classées en zone Uy et contigües à la zone actuelle. La liste des parcelles concernées s'établit comme suit :

section cadastrale	numéro de parcelle	superficie
A	1176	11,20 a
A	1177	4,10 a
A	1178	216,80 a
A	1180	213 a
A	1181	0,55 a
A	1182	5,80 a
A	1183	403,37 a
A	1184	253,20 a
A	1185	43,70 a
A	1186	1,84 ha

En conséquence, il soumet à l'Assemblée le projet d'extension de la zone d'activités des Pins Verts. Dans l'hypothèse où la CCM donnerait une suite favorable à cette proposition, la commune procéderait à la rétrocession de son droit de préemption sur les parcelles concernées.

Résolution : Après avoir entendu les explications qui précèdent, procédé à un échange de vues puis délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **Sollicite la Communauté de Communes de Montesquieu** afin qu'elle puisse inclure dans sa politique de développement économique, l'extension de la zone d'activités des Pins Verts, sur les parcelles dont la liste figure ci-dessus.

VOTE :

– POUR : 19



Questions abordées sans délibération

Mme LYDIA BETILLE, conseillère municipale, souhaite savoir où en est le dossier relatif à la révision du PLU. Elle demande notamment si le choix du bureau d'études a été arrêté. Monsieur le Maire précise que le dossier de consultation des entreprises est en cours de finalisation ; la consultation sera lancée très prochainement. Mme BETILLE soulève également un problème d'évacuation des eaux pluviales dans son quartier.

M. Patrick GOUAILLARDET, conseiller municipal, précise qu'un semi-remorque se gare régulièrement la nuit sur la parking de la Ruche. Il s'interroge sur la capacité des ouvrages de voirie à supporter un tel poids.

LAFARGE GRANULATS : Conditions de remise en état du site de Barban Est

Monsieur le Maire porte à la connaissance de l'Assemblée le projet de remise en état du site de SAUCATS (Barban Est), déposé en Préfecture par la société Lafarge Granulats. Les principales modifications sont les suivantes :

- agrandissement du plan d'eau sud-ouest de 15,5 ha à 24 ha environ
- préservation d'une zone de lande à molinie, favorable au maintien du fadet des Laïches
- agrandissement de la partie remblayée par les fines de lavage issues de l'installation au sud-ouest

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et de modification des conditions de remise en état sera déposé par la société en Préfecture.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h 30.

CLEMENT B.

DEBACHY M.

CARRINCAZEAX G.

FOURTON F.

DARME P.

FAURE C.

GIRAUDEAU I.

TRYZNA D.

LEMAIRE F.

VERDON D.

MENARD E.

RASTOLL F.

COUSTES L.

LEMONNIER M.C.

KONSCHELLE J.

KESLER J.

BETILLE L.

GOUAILLARDET P.

SOURNET M.C.